

- P.1 Décentralisation de la réponse COVID-19
- P.2 L'éducation dans l'environnement de la COVID-19
- P.4 Près de la moitié de la population centrafricaine en situation d'insécurité alimentaire aiguë
- P.5 Portrait d'une ONG locale
- P.6 Success Story : la résilience des victimes de violences
- P.8 La voix du Pangolin
- P.10 Le saviez-vous ?



@OCHA/Adrienne Surprenant

FAITS SAILLANTS

- Selon l'analyse du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, 2,36 millions de personnes (soit près de la moitié de la population centrafricaine) sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë.
- Au premier semestre 2020, 192 incidents sécuritaires ont touché les humanitaires, soit une augmentation de près de 48% par rapport à la même période en 2019. La situation sécuritaire demeure tendue dans plusieurs zones en particulier à Ndélé, Kaga-Bandoro, Grimari, Bambari et Bria.

CHIFFRES CLEFS

# de personnes déplacées	684 004
# de réfugiés centrafricains	617 639
Population ayant besoin d'une aide humanitaire dont 1,7 million sévère	2,6 M
Population touchée par l'insécurité alimentaire	2,3 M
COVID-19 Au 6 juillet 2020	
Nombre de cas	4 033
Cas guéris	970
Décès	52

Source : Ministère de la Santé et de la Population

FINANCEMENT

553.6 millions \$
requis pour le plan de réponse humanitaire en 2020

167,6 millions \$

ont déjà été mobilisés, soit environ 30.3% des fonds. OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rapporter leurs financements à travers le Financial Tracking Service (FTS). Cette action collective permet de suivre dans la transparence le taux de financement du plan de réponse humanitaire, analyser les gaps et les besoins et prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds.

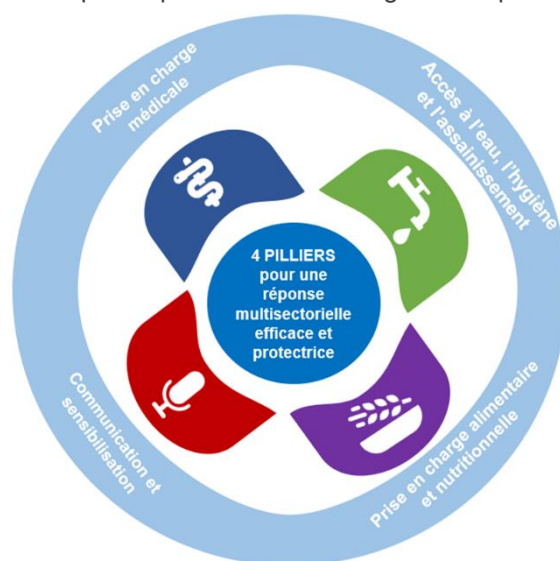
Décentralisation de la réponse COVID-19

A l'aune de l'explosion des cas hors de Bangui et conformément à la stratégie du Gouvernement, l'Equipe humanitaire pays s'est engagée, dès le mois de mai, sur une liste de 20 localités prioritaires pour la décentralisation de la riposte COVID-19. Dans chacune de ces villes, les acteurs humanitaires travaillent d'arrache-pied pour fournir une réponse multisectorielle dans les centres d'isolement et de prise en charge, et pour diminuer les risques de propagation du virus dans les communautés.

Tout en continuant à sauver des vies à travers leurs programmes d'urgence réguliers, les humanitaires soutiennent désormais la mise en place et le fonctionnement de ces unités d'isolement et de prise en charge. Pour cela, des tentes sont érigées ou des bâtiments réhabilités, des lits commandés, des personnels médicaux formés, des médicaments acheminés et du matériel de protection mis à disposition. C'est un défi considérable en raison des difficultés logistiques à se procurer et à transporter des médicaments, du manque de ressources humaines médicales dans le pays et des faiblesses préexistantes du système de santé national. A Bambari, le leadership du District Sanitaire et la forte présence des acteurs humanitaires ont permis de surpasser ces défis. Désormais, un lieu de prise en charge est fonctionnel pour 12 personnes et trois tentes supplémentaires assurent le système de triage entre les personnes testées, les malades, les accompagnants et le personnel médical. La mobilisation continue pour augmenter la capacité d'accueil, en usant éventuellement du stade municipal, et disposer de suffisamment d'intrants et de personnel rémunérés pour une prise en charge digne et sécurisée.

Cette prise en charge médicale est l'un des quatre piliers de la stratégie de réponse multisectorielle (voir illustration ci-contre). Pour que la riposte soit complète, trois autres aspects doivent être assurés :

- Une prise en charge nutritionnelle et alimentaire des cas suspects, des patients et de leurs accompagnants.
- Un accès à de l'eau potable et à des structures d'hygiène (latrines, douches), ainsi que des protocoles et matériels pour l'assainissement, la gestion des déchets et la désinfection.
- Une communication claire et sous différentes formes sur la COVID-19 (qu'est-ce que le



coronavirus, comment s'en prémunir, comment alerter...) dans l'unité médicale mais aussi dans les communautés.

La protection est l'élément transversal clé pour assurer la réussite de cette approche multisectorielle et le respect de la dignité des personnes contaminées ou suspectées. Cela implique notamment l'anonymat des personnes testées et prises en charge, la centralité des personnes les plus vulnérables dans la réponse (femmes enceintes, personnes âgées, personnes handicapées, enfants...), la conservation du lien familial ou encore la formation du personnel sur les messages Faire/Ne pas faire du cluster, afin d'éviter toute stigmatisation.

A Bria, plus de 400 dispositifs de lave-mains sont installés dans les lieux publics, les sites des déplacés, les écoles ou les structures sanitaires, ceci afin de favoriser la sensibilisation aux bonnes pratiques et limiter les risques. A Bouar, le Programme alimentaire mondial (PAM) assurera la prise en charge alimentaire des personnes les plus vulnérables au sein du centre de traitement en cours de réhabilitation. Dans la même ville, ce sont près de 3 000 postes radio qui ont été distribués pour faciliter l'enseignement aux enfants à travers la radio. A Obo, des jeunes filles ont été formées à la confection de masques réutilisables et du matériel distribué (machines à coudre, tissus, fils...) à cette fin. 300 masques confectionnés localement ont été distribués aux élèves pour les sensibiliser sur les attitudes à adopter en milieu scolaire.

Notons enfin qu'au-delà même des localités prioritaires, la communauté humanitaire se mobilise. A Birao par exemple, de nombreuses lacunes demeurent mais une tente est déjà érigée dans la cour de l'hôpital pour la prise en charge de six malades, des médicaments sont disponibles et de nombreuses actions de sensibilisation sont en cours.

L'enseignement à la radio : un apprentissage alternatif pendant la pandémie de COVID-19

La République centrafricaine a pris l'initiative de fermer tous les établissements scolaires depuis le 27 mars 2020 pour limiter la propagation de la COVID-19. Ainsi, la situation de l'éducation et de l'enseignement est devenue préoccupante sur l'ensemble du territoire national. Au total, plus de 370 660 personnes se retrouvent, de ce fait, privées d'apprentissage et de savoir. Parmi elles, 36 997 enfants au niveau préscolaire (dont 18 908 filles), 168 377 élèves en primaire (dont 512 567 filles), 165 288 élèves en secondaire (dont 62 840 filles), sans compter les étudiants de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

Les conséquences de cet arrêt sont nombreuses, et incluent : i) l'interruption de l'apprentissage et de l'acquisition de connaissances, surtout pour les élèves défavorisés, qui ont généralement accès à un nombre plus restreint de possibilités éducatives en dehors du cadre scolaire ; ii) le défi pour les parents, en particulier ceux dont le niveau d'instruction et les ressources sont limités, d'assurer le suivi de l'apprentissage de leurs enfants ; iii) moins de sécurité et de protection des enfants pour lesquels l'école constitue en général un environnement sain et protecteur, et en dehors de



@UNICEF. Bangui, Préfecture de l'Ombella M'Poko, RCA. Joanita, élève de la 5^{ème} à l'école Newtech suite le programme d'enseignement de calcul par la radio

laquelle les filles ou les enfants déplacés deviennent oisifs avec des risques potentiels d'abus et de violences ; iv) le risque élevé de décrochage scolaire causé par la fermeture des établissements.

Pour remédier à cette situation qui a suscité des interrogations quant à la tenue des examens et le passage en classe supérieure des apprenants, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres partenaires en appui au Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire (MEPS) proposent une continuité de l'apprentissage à travers des méthodes innovantes, notamment les programmes d'enseignement par la radio.

Ainsi, l'enseignement par la radio entre dans un plan de réponse nationale à la COVID-19, avec notamment une sensibilisation sur la prévention et le contrôle de l'épidémie avec des guides et des messages clés partagés aux enseignants et aux associations de parents d'élèves ; des formations des chefs de secteurs et inspecteurs d'académie sur la prévention et le contrôle, ainsi que les mesures barrières à adopter ; et enfin la distribution de kits sanitaires (savons, seaux, etc.) aux familles vulnérables.

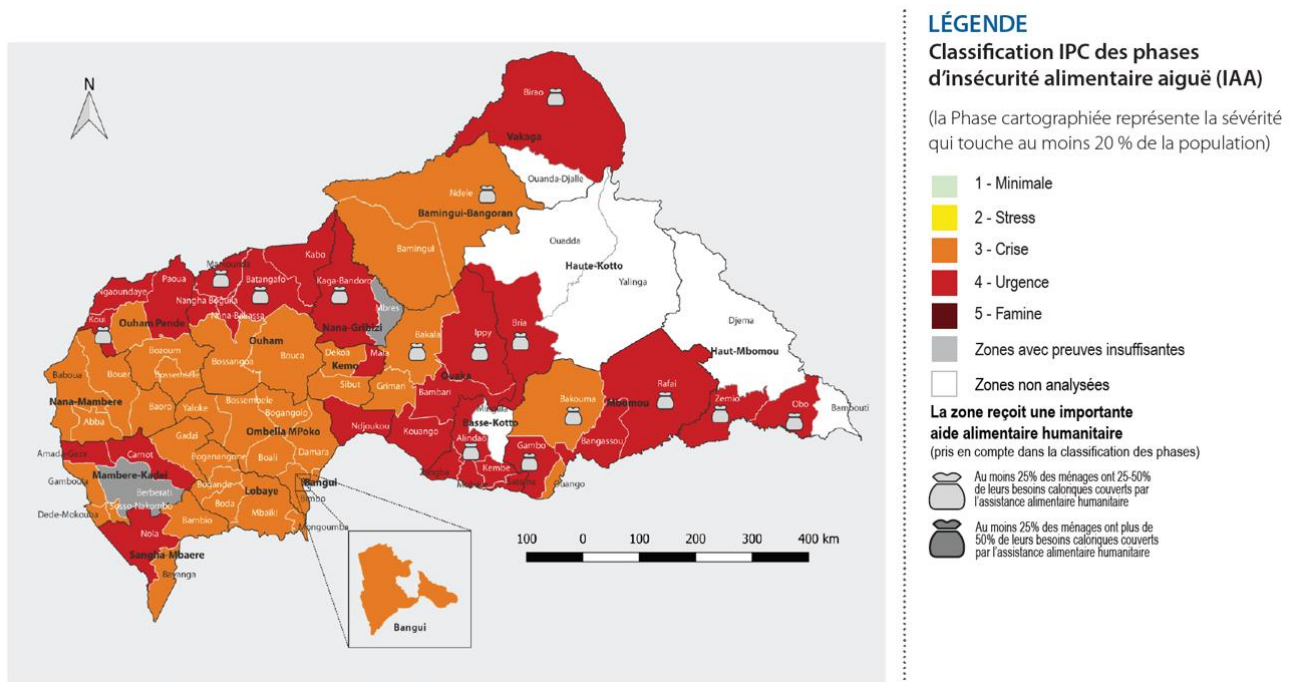
L'enseignement par la radio, qui existait déjà à Bambari dans la préfecture de la Ouaka, sera, en réponse à la COVID-19, étendu à 10 localités grâce à un financement du fonds « Education Cannot Wait » signifiant « L'éducation ne peut pas attendre ». Le MEPS a mis à disposition 208 leçons de calculs et de lecture à diffuser en français et en Sango, langue utilisée sur toute l'étendue du territoire. Ces leçons sont diffusées sur la radio partenaire Ndeke Luka et sur 10 radios communautaires une fois par jour à 17h30, avec un récapitulatif de la semaine diffusé le samedi.

Juanita, une jeune fille de 12 ans en classe de 5^{ème} à l'école Newtech Institut de Bangui, est l'une des bénéficiaires de cet accompagnement scolaire. Elle se réjouit de ce mode d'enseignement qui lui a permis d'apprendre, entre autres, comment compter les dizaines des nombres. Chaque jour, elle écoute des heures de cours à la radio avec impatience : « Je garde toujours avec moi la radio et la batterie de l'amplificateur de mon papa, pour qu'il ne l'utilise pas avant mes cours à la radio ». Juanita, qui veut devenir logisticienne, encourage les autres élèves à découvrir ce qu'elle appelle "la surprise" de l'école à la radio.

Même si le taux d'enfants concernés est encore faible à court terme – avec 3% d'élèves qui reçoivent d'une à deux heures de cours de mathématiques ou de littérature par semaine - la zone de diffusion sera étendue grâce au concours de 15 nouvelles radios communautaires et permettra ainsi aux structures et personnes relais, telles que les maîtres-parents ou les agents communautaires, d'approfondir l'apprentissage avec les élèves. Le plus important étant que, pendant cette période et en attendant la baisse des cas de COVID-19, les enfants puissent avoir un canal d'apprentissage et un appui temporaire pour le développement de leurs connaissances et leur épanouissement.

Des discussions sont en cours pour envisager une interaction entre les apprenants et les enseignants sur certains cours diffusés.

Près de la moitié de la population centrafricaine est en situation d'insécurité alimentaire aiguë



L'IPC est un ensemble d'outils et de procédures permettant de classer la gravité et les caractéristiques des crises alimentaires et nutritionnelles aiguës, ainsi que l'insécurité alimentaire chronique et persistante, sur la base de normes internationales et de données secondaires. Selon le cycle de l'IPC en RCA, une analyse projetée (la mise à jour) pour la période mai-août 2020 qui fait l'objet de ce bulletin a eu lieu en mars 2020.

Une insuffisance critique de l'accès à l'alimentation

Selon l'analyse du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), dans la période de mai à août 2020, correspondant à la période de soudure, il est estimé que malgré l'assistance alimentaire planifiée, 29 sous-préfectures, soit 0,75 million de personnes représentant 16% de la population, sont en situation d'urgence alimentaire (IPC Phase 4), tandis que 35 sous-préfectures, soit 1,6 million de personnes représentant 35% de la population, sont en crise (IPC Phase 3). Au total, 2,36 millions de personnes (représentant 51% de la population analysée, 4,59 millions) sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë (IPC Phase 3+). De plus, 1,61 million de personnes, représentant 35% de la population analysée, sont en situation de stress (IPC Phase 2) avec le risque pour certains d'entre eux, de basculer dans une situation d'insécurité alimentaire plus sévère, au cas où la situation actuelle perdurait. À l'heure actuelle, un enfant sur 18 présente un risque de décès extrêmement élevé en raison de la malnutrition aiguë sévère. Une situation qui pourrait se détériorer puisque, par rapport à l'analyse antérieure de l'IPC, on constate une dégradation importante de la situation alimentaire, notamment à Bangui, avec une augmentation de 25 à 50% de la population en besoin d'assistance. Cette augmentation est estimée à 15% à Sibut (Kemo) et Abba (Nana-Mamberé) et en général cette hausse est d'environ 5% dans la majorité des sous-préfectures, à l'exception des zones où l'assistance alimentaire planifiée n'était pas prise en compte dans l'analyse antérieure.

Les facteurs déterminants expliquant cette détérioration sont entre autres :

- a) La persistance des conflits armés et intercommunautaires

Malgré la planification humanitaire pour la période de soudure, des défis de diverses natures, notamment sécuritaires, logistiques, ainsi que des difficultés de financement des activités dans certaines zones à forte concentration de déplacés internes, constituent un réel goulot d'étranglement pour la fourniture de l'assistance alimentaire. Un regain des conflits entre groupes armés et la persistance des conflits intercommunautaires dans certaines sous-préfectures (comme à Birao, Bria, Kaga-Bandoro, Obo ou Ndélé) a entraîné des mouvements de populations importants depuis janvier 2020. Ces populations civiles

sont les principales victimes des affrontements armés, et de nombreuses familles ont été contraintes d'abandonner leurs cultures par crainte d'être prises pour cibles par les hommes en armes.

b) Faible production agricole

On déplore par ailleurs de faibles productions pour les cultures vivrières sur la campagne 2019-2020. Le manioc a souffert de problèmes phytosanitaires, tandis que les cultures de rente comme l'arachide et le sésame ont pâti de déficits pluviométriques qui ont touché l'ensemble du territoire centrafricain. A ce déficit s'ajoutent les effets d'inondations intervenues en toute fin de la campagne et d'autres aléas saisonniers qui ont durement affecté les cultures.

c) Impact de la pandémie de COVID-19 sur la sécurité alimentaire

La pandémie de COVID-19 en Centrafrique a un impact important sur la pratique de l'agriculture, notamment à cause de l'augmentation des prix des intrants agricoles, mais aussi de ceux des transports qui sont plus élevés depuis la confirmation des premiers cas de victimes de l'infection virale. On a également observé un manque de disponibilité de main d'œuvre pour les cultures plus exigeantes en termes d'entretien depuis le début de la pandémie. Enfin, avec la fermeture partielle des frontières des pays voisins, principalement celles du Cameroun, du Tchad et de la République Démocratique du Congo, les prix des denrées alimentaires importées enregistrent des hausses allant de 3 à 50% à Bangui pendant la période de l'analyse, et les mêmes tendances haussières ont été observées sur les prix des produits locaux. L'augmentation des cas de COVID-19 et les mesures prises pour limiter sa propagation risquent d'amplifier les besoins alimentaires, en particulier dans les zones urbaines comme Bangui, mais aussi dans l'ensemble du pays où les grossistes ont déjà rapporté des ruptures des stocks de riz et de farine.

COVID-19 : des artistes au service de la santé publique

La République centrafricaine (RCA) connaît une propagation exponentielle des cas de COVID-19 depuis la détection du premier cas le 14 mars 2020. Au 6 juillet, le ministère de la Santé publique et de la population a rapporté 4 033 cas positifs, dont 970 guéris et 52 décès. La plupart des cas se trouvent à Bangui et dans la partie ouest du pays. La transmission locale représente maintenant plus des trois quarts du total des cas confirmés. Bien que le gouvernement centrafricain et ses partenaires internationaux mènent des actions au quotidien pour freiner la propagation de la pandémie, de nombreux efforts restent à consentir pour sensibiliser la population aux gestes barrières, qui restent les outils les plus efficaces afin de garantir la sécurité sanitaire de la population. C'est dans ce cadre que la Fédération des artistes plasticiens de Centrafrique (FEDAPCA) apporte son appui à la lutte contre le coronavirus à travers plusieurs fresques murales visibles dans différents quartiers de la capitale.

Au début du mois de juin, 20 artistes peintres se sont déployés dans la ville de Bangui, pinceaux à la main, à la recherche de bâtiments publics dont les murs s'offrent opportunément à la vue des passants. Leur objectif : garantir la meilleure visibilité possible à cette campagne de sensibilisation réalisée à travers des fresques qui abordent plusieurs thèmes tels que les mesures barrières, la reconnaissance des



@OCHA/Virginie Bero. Bangui, Préfecture de l'Ombella M'Poko, RCA. Des gestes barrières dessinés sur un bâtiment public à Bangui

symptômes ou encore la stigmatisation des victimes de la pandémie de COVID-19. « En Centrafrique, nous avons des difficultés d'accès aux informations car tout le monde n'a pas la chance d'avoir un poste radio ou de l'électricité à plein temps. A cela s'ajoute le taux très élevé d'analphabétisme. C'est pour ces raisons que la FEDAPCA a opté pour la sensibilisation à travers la peinture. Elle est accessible et gratuite pour tout le monde », a fait savoir le président de FEDAPCA, Léonce Slim Nzabba Goy-Na.

Cette activité est réalisée dans les huit arrondissements de Bangui et les zones environnantes. Dans chaque arrondissement, deux fresques murales sont réalisées. « C'est la contribution de FEDAPCA à la lutte contre la COVID-19. Nous avons déjà reçu les compliments d'une cinquantaine de personnes qui sont venues vers nous pour nous dire à quel point ils apprécient notre travail », se félicite Léonce Slim Nzabba Goy-Na. Ces artistes ont reçu l'appui du Ministère des Arts et de la Culture, ainsi que de la MINUSCA.

La FEDAPCA aimerait pouvoir étendre ses activités à l'intérieur du pays car c'est dans les provinces que le coronavirus est le plus méconnu. « Nous avons également des projets de sensibilisation pour lutter contre la pandémie de COVID-19 dans les écoles, notamment à travers des dépliants. Nous cherchons de l'appui pour pouvoir continuer à mener ces campagnes à une plus grande échelle », conclut le président de l'organisation.

FEDAPCA est une organisation locale créée en 1981 et regroupe plus de 200 artistes.

Son bureau se trouve au quartier Fouh dans le 4^{ème} arrondissement de Bangui. Vous pouvez contacter FEDAPCA par Email : fedapca@gamil.com, et par téléphone : + 236 75 02 35 22

Success story : ASA et la résilience des victimes d'incidents de protection dans la Basse-Kotto

La crise humanitaire que connaît la République centrafricaine est fortement liée à la dégradation de l'environnement sécuritaire. Les affrontements entre groupes armés entraînent des déplacements massifs des populations, qui abandonnent tout pendant la fuite et se retrouvent dans un contexte de vulnérabilité sans précédent. Dans la préfecture de la Basse-Kotto, les affrontements entre groupes armés dont les plus intenses ont été enregistrés en 2018, ont entraîné le déplacement de plus de 53 000 personnes. Jusqu'à présent, l'environnement sécuritaire demeure fragile et au 30 juin 2020, plus de 52 200 personnes demeurent déplacées dans la préfecture.

Le monitoring de protection mené par l'ONG Afrique Secours et Assistance (ASA) avec l'appui du Fonds humanitaire pour la RCA dans la région de la Basse-Kotto depuis fin 2019, a permis d'identifier 438 incidents de protection, dont 62% sont des cas de violence basées sur le genre (VBG), et 10% des cas de violation du droit à la vie et à l'intégrité physique. Les femmes et les enfants sont les personnes les plus touchées par les incidents, et l'impact de la précarité de l'environnement de protection se fait ressentir sur le plan social en raison du rôle important que joue la femme dans la société.



@ASA/Edson Seretoungou, Mobaye, Préfecture de la Basse Kotto, RCA. Entretien d'une survivante au centre d'écoute ASA de Mobaye

Sylvie¹, originaire de la localité de Mboma est une ancienne commerçante aujourd'hui déplacée. Elle a trouvé refuge à Mobaye dans une famille d'accueil après avoir été victime, elle et sa famille, de graves violations des droits de l'homme dans sa localité d'origine en 2018. Sa vie a basculé depuis lors, et sa vulnérabilité s'est aggravée. Aujourd'hui âgée de 47 ans, elle se souvient encore des atrocités qu'elle a vécues. « Mes trois garçons ont été tués sous mes yeux par des hommes en armes alors que nous fuyions Mboma au moment des affrontements, et j'ai par la suite été torturée, rouée de coups, avant d'être laissée pour morte. Je garde toujours les séquelles sur mon corps », explique Sylvie. Elle présentait un traumatisme émotionnel apparent important lorsqu'elle a rencontré pour la première fois l'agent psychosocial, sur orientation des moniteurs de protection. Son traumatisme la rendait incapable de se prendre en main, et cette situation a même entraîné son rejet par sa famille d'accueil environ deux semaines avant qu'elle ne soit prise en charge par ASA.

Sylvie a bénéficié du soutien psychosocial de la part de l'équipe ASA à travers des séances d'écoute et de conseil au sein du centre d'écoute rendu fonctionnel par l'organisation dans la localité de Mobaye depuis fin février 2020. Elle a, en plus, bénéficié d'un appui financier pour lui permettre de mener une activité génératrice de revenus afin de devenir plus résiliente. Elle vend désormais diverses denrées alimentaires au marché de Mobaye, et ses revenus lui permettent aujourd'hui de couvrir ses besoins de première nécessité. Le soutien psychosocial reçu et son activité commerciale lui ont redonné goût à la vie.

A l'instar de Sylvie, ce sont 285 femmes et filles victimes de violation des droits de l'homme ou à risque, qui bénéficient des services du centre d'écoute. Elles sont informées sur les services existant sur le plan local à travers divers autres partenaires et services étatiques, et sont orientées selon leurs besoins tout en respectant leur dignité.

230 femmes et filles vulnérables et à risque de VBG ont déjà bénéficié de kits de dignité composés notamment de serviettes hygiéniques et de savons de toilette et lessive. 5 712 personnes ont été sensibilisées sur le respect des droits humains, et 3 801 personnes ont directement été touchées par des sensibilisations sur les risques de VBG dans la région.

Afin d'optimiser la remontée des informations sur les violations des droits de l'homme dans la Basse-Kotto, ASA a mis en place huit mécanismes de protection dont le fonctionnement est essentiellement basé sur les comités de protection et comités VBG mis en place et redynamisés. Ils permettent d'alimenter les plaidoyers à travers les rapports d'analyse de la situation de protection qui sont partagés avec la communauté humanitaire mensuellement.

¹ Nom fictif pour la protection de la victime

La voix du Pangolin*



CORONAVIRUS

A da ti founjo bongo a londo ti fou a kanga hon so alingbi ti soukoula ni « à lékéré na Bangui », ti kanga légué na kobéla ti coronavirus na ti mou nga maboko na sarango a nzéné nzéné koua na bé africa.

Des ateliers de couture s'activent pour fabriquer des masques réutilisables « made in Bangui » pour lutter contre la propagation du coronavirus et soutenir l'artisanat local.

Le gouvernement ayant rendu obligatoire l'utilisation de masques faciaux depuis le 12 juin, les acteurs humanitaires, du développement et de la paix ont également uni leurs forces et investi dans la production locale de masques pour le personnel non sanitaire et les groupes les plus vulnérables, afin non seulement de réduire le risque de propagation de la COVID-19, mais aussi générer des opportunités de subsistance indispensables. À ce jour, 103 000 masques en tissu ont déjà été distribués dans sept préfectures.

@OCHA/RCA, Mattia Villa

** Créature typique de la RCA, le pangolin est l'animal le plus menacé au monde par le braconnage et le commerce illégal. En vertu de sa position désavantagée, cette rubrique vise à l'ériger en tant qu'un symbole de la voix des populations les plus menacées en RCA, en expliquant leurs vulnérabilités à travers des représentations visuelles faciles à comprendre et en même temps qui font réfléchir.*

En bref

Le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) débloque 5 millions de dollars pour financer la réponse médicale d'urgence à l'épidémie de COVID-19 en République centrafricaine.

Dans le cadre de la réponse COVID-19, le Coordonnateur des secours d'urgence, Mark Lowcock, a débloqué 25 millions de dollars à travers une allocation inédite directement destinée aux ONG humanitaires, à travers l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), dont 5 millions pour la République centrafricaine. Alors que les fonds CERF sont traditionnellement destinés aux agences des Nations Unies, ce choix témoigne d'une volonté d'innovation et de pragmatisme en finançant des acteurs qui sont déjà sur la ligne de front et qui disposent des capacités nécessaires pour mettre à l'échelle leur réponse rapidement. En RCA, ces financements permettront d'accélérer la décentralisation de la riposte COVID-19 dans le centre, l'est et le nord du pays. A travers 4 ONG, plus de 220 000 personnes seront assistées, y compris 87 000 déplacés vivant dans des conditions sanitaires difficiles qui sont propices à la propagation du virus. Grâce à ces financements, 19 centres d'isolement ou de traitement pourront offrir des soins et seront dotés de structures Eau-Hygiène-Assainissement nécessaires pour une prise en charge sécurisée. En plus du recrutement de personnels médicaux, de l'achat de médicaments et de matériels de protection, des agents psychosociaux seront employés pour assurer la santé mentale des patients et leurs familles, ainsi que des personnes victimes de VBG et des enfants ayant besoin de protection.

Les campagnes de vaccination contre la rougeole continuent de porter leurs fruits

L'épidémie de rougeole, déclarée le 24 janvier 2020, semble poursuivre son déclin en République centrafricaine (RCA). L'impact positif de la campagne de vaccination organisée en mars 2020 dans les 10 districts de santé les plus affectés par l'épidémie, continue à se traduire dans les chiffres. Au fil des semaines, on note une baisse soutenue du nombre de cas de rougeole notifiés dans le groupe des 10 Districts de Santé ayant déjà organisé la campagne de vaccination de riposte, comparé au groupe des districts sanitaires n'ayant pas mené cette activité. Par ailleurs, au cours des cinq dernières semaines, on a noté une évolution en plateau du nombre de cas de rougeole notifiés variant entre 300 et 400 cas, rappelant qu'au moins 24 districts sanitaires doivent encore conduire la campagne, dont deux sont en cours avec l'appui de l'ONG Médecins sans frontières (MSF) à Bangassou et Carnot-Gadzi.

Le saviez-vous ?

Entre janvier et juin 2020, 192 incidents sécuritaires ont touché les humanitaires, soit une augmentation de près de 48% par rapport à la même période en 2019. La situation demeure tendue à Ndele, Kaga-Bandoro, Grimari, Bambari et Bria. De plus, les accrochages à l'ouest laissent présager un accroissement des difficultés dans cette zone et deux incidents ont été signalés à Baboua.

38 incidents affectant directement le personnel ou les biens des humanitaires ont été rapportés en juin alors que 33 autres l'ont été en mai et 28 un an auparavant en juin 2019. Trois véhicules humanitaires ont été volés et deux travailleurs humanitaires ont été blessés en juin.

Pour plus d'information, veuillez consulter le lien ci-dessous :

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/ratons/central-african-republic/infographic/rca-ocha-aper%C3%A7u-des-incidents-affectant-les-1>

INCIDENTS

 **192**

jan-juin 2020

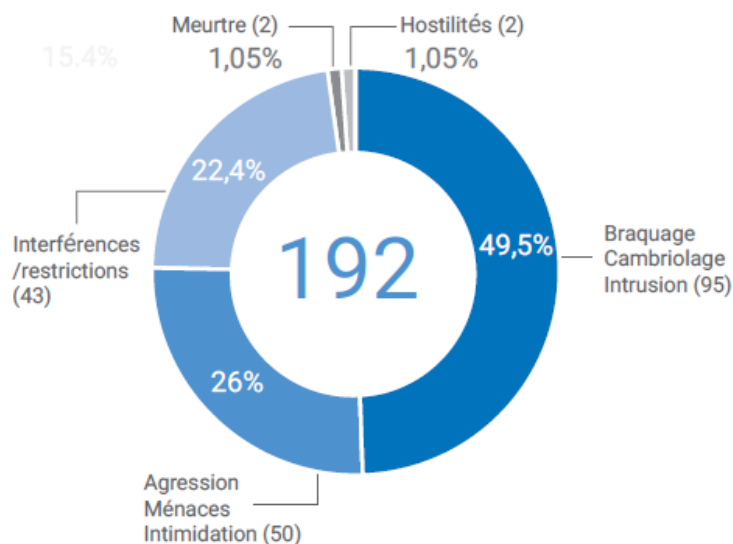
MORTS

 **2**

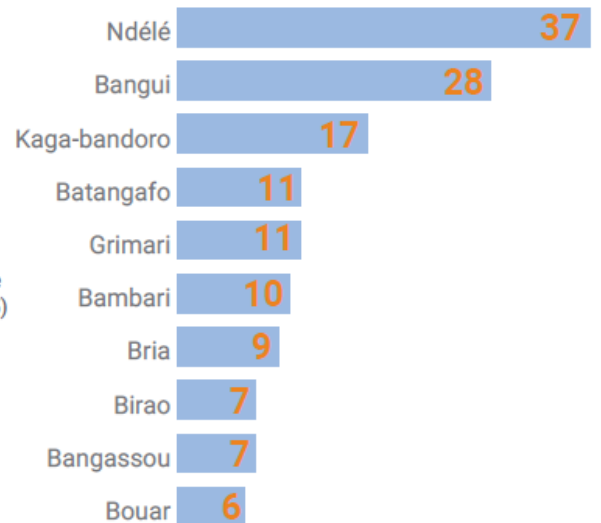
BLESSÉS

 **17**
Jan-Juin 2020

POURCENTAGE D'INCIDENTS PAR TYPE



NOMBRE D'INCIDENTS



Les 10 sous-préfectures les plus touchées

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

François Batalingaya, Chef de Bureau, francois.batalingaya@un.org, Tel. (+236) 70 60 10 66

Maxime Nama, Chargé de l'Information Publique, namacirhibuka@un.org; Tel. (+236) 70 12 24 43

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles aux adresses suivantes : www.unocha.org/car | www.unocha.org